

Le Canada a besoin d'industries manufacturières diversifiées et décentralisées. La concentration industrielle hypertrophie certains secteurs de notre pays, tout en étant la cause d'anémie pernicieuse dans d'autres régions. Il faudrait profiter de cette occasion pour détruire cette savante illusion ou ce mythe qui a été entretenu dans l'opinion publique, ces dernières années, à savoir que l'éloignement des grands centres de consommation était, pour certaines régions, un obstacle au développement industriel.

S'il en était ainsi, il n'y aurait pas une industrie qui serait bien «centrée» par rapport au marché national et international. Lorsqu'une entreprise fabrique un produit de qualité qui peut rendre service au consommateur, ce produit se vend n'importe où, et la situation géographique de l'industrie n'a rien à y faire. Il suffit tout simplement, pour vérifier la chose, de regarder sur les tablettes des magasins et dans les entrepôts des grossistes et de chercher la provenance de la très grande variété des produits qui s'y trouvent pour constater qu'elles proviennent de toutes les régions du Canada et même d'environ 50 pays étrangers avec lesquels nous transigeons régulièrement.

Il faudrait, en outre, mettre fin à cette légende répandue par certains émissaires qui prêchent la fusion des moyennes industries, sous prétexte que seule la grande industrie peut vivre à notre époque.

C'est là vouloir tuer l'esprit d'initiative et décourager ceux qui ont eu l'audace et la volonté de monter une entreprise. Le salut de l'industrie ne réside pas dans la concentration et la fusion des industries. Ce sont là des arguments fallacieux et de mentalité socialiste.

À côté des grandes entreprises, il y a de la place pour la moyenne et la petite industries, c'est-à-dire pour des entreprises à la mesure de l'homme. Et pour réaliser cela, il ne faut pas avoir peur d'envisager des solutions nouvelles. Il faut libérer les capitaux du secteur public, gouvernements, municipalités, commissions scolaires, pour les orienter dans des investissements industriels et commerciaux, afin d'assurer une expansion illimitée à l'économie nationale, en établissant une banque de crédits publics qui serait une filiale de la Banque du Canada.

D'autre part, la Banque d'expansion industrielle devrait garantir, après les approbations nécessaires, des émissions d'obligations industrielles et commerciales dans le but d'assurer la sécurité parfaite de l'épargne privée de toute provenance, afin que les Canadiens reprennent le «contrôle» de leur économie. De plus, le Fonds du change étranger, pour faciliter l'échange international des biens et des services, devrait accepter dans ses réserves

l'unité monétaire d'un grand nombre de pays, c'est-à-dire des devises non convertibles en or, ce qui aurait pour effet de régler le problème des paiements internationaux et d'accroître considérablement notre commerce extérieur.

Il faut aller plus loin encore pour sortir de ce régime financier inflationniste d'argent-dette qui fait augmenter les dettes et les taxes et qui entrave l'activité économique du Canada.

C'est l'honorable député de Red-Deer (M. Thompson), le chef national du Crédit social, qui déclarait à Orléans, le 28 novembre dernier, que les banques à charte avaient émis ou créé un milliard 200 millions de dollars de crédits nouveaux en 1962, sur lesquels il fallait payer 6 p. 100, soit une somme de 70 millions de dollars en intérêts seulement, ou \$17.50 par année pour chaque famille, et ce, indéfiniment.

Monsieur le président, grâce à ce nouveau ministère de l'Industrie, la production nationale devrait croître sensiblement; mais si le gouvernement pense résoudre ainsi le problème du chômage, il se trompe grandement, car les consommateurs ou les familles du Canada, dans la proportion de près d'un tiers, n'ont pas l'argent requis pour acheter la production actuelle. Déjà, la production nationale brute va atteindre 44 milliards 600 millions. Notre argent n'a pas de valeur, à cause de l'inflation, et on ne peut acheter toute la production actuelle.

N'est-ce pas le bien-aimé Président martyr, John F. Kennedy, qui déclarait au cours du mois de septembre dernier, que la tâche la plus importante à accomplir désormais aux États-Unis était la réforme monétaire.

Et le nouveau Président, M. Lyndon B. Johnson, a lui-même amorcé ce sujet quand il a déclaré, le mercredi 27 novembre, d'après *Le Devoir*:

En deuxième lieu, aucune initiative de notre part ne pourrait contribuer autant à poursuivre l'œuvre du Président Kennedy que le vote, aussi rapidement que possible, du projet de loi de réforme fiscale pour laquelle il a lutté (Projet qui doit réduire les taxes de 11 milliards) un projet destiné à augmenter notre revenu national, nos revenus fédéraux, et à nous permettre d'éviter une récession.

Sans la réforme monétaire préconisée par le Crédit social, il sera impossible de créer une prospérité économique constante au même rythme que la croissance démographique du Canada.

Comme le disait le ministre tout à l'heure, le nombre des étudiants universitaires croît de 20 p. 100 chaque année. Si l'on ajoute à ces étudiants tous ceux qui sont à l'école